

Message du Chef de l'Etat à la Nation à l'occasion de la fin d'année 2012 et du Nouvel An 2013

Yaoundé, 31 décembre 2012

Camerounaises, Camerounais,

Mes chers compatriotes,

Je vous ai dit, il y a un an, que la période qui allait s'ouvrir en 2012 serait celle de la relance de la croissance, laquelle, vous le savez, est indispensable pour que nous puissions atteindre nos objectifs, c'est-à-dire l'amélioration des conditions de vie et le recul du chômage. Ce message de fin d'année me donne l'occasion de faire avec vous le point de nos efforts et de savoir où nous en sommes et où nous allons.

La première constatation, encourageante, est que l'investissement repart. Après une longue période, due à la crise, pendant laquelle les investisseurs nationaux ou étrangers ont hésité à s'engager, ils sont maintenant de plus en plus nombreux à manifester leur intérêt pour différents secteurs de notre économie : énergie, mines, agriculture, infrastructures, entre autres. Ceci est évidemment un signe de la confiance qu'ils nous font pour, ensemble, mener à bien certains de nos grands projets.

Le premier secteur que je veux mentionner est celui de l'énergie, parce qu'il est LA condition du développement de notre économie. Au cours des derniers mois, nous avons lancé la construction de plusieurs barrages et de centrales hydro-électriques : Lom Pangar, Memve'ele. En début 2013, nous lancerons la construction du barrage de Mekin. D'autres suivront, notamment lorsque nous aménagerons le cours de la Sanaga. La centrale à gaz de Kribi viendra bientôt compléter ce dispositif. Nous allons ainsi amplifier notre capacité de production d'électricité et mettre fin aux pénuries qui, depuis trop longtemps, pénalisent nos populations et nos industries. Au terme de ce processus, nous devrions même être en mesure d'exporter de l'énergie chez nos voisins moins bien dotés que nous. A moyen terme, nous aurons ainsi gagné la « bataille » de l'énergie.

Avec la montée en puissance de notre capacité énergétique, le développement de notre tissu industriel va bénéficier de bien meilleures

conditions. Les entrepreneurs qui pouvaient hésiter à s'engager faute de certitude sur la fourniture d'électricité n'auront plus de raisons de différer leur projets. Il est donc à prévoir que nous allons pouvoir passer à la deuxième phase de l'industrialisation de notre pays. Il nous sera désormais possible de transformer nos matières premières et, pourquoi pas, d'accéder à des technologies plus évoluées. Nous montons déjà des tracteurs. Nous monterons peut-être bientôt des voitures. Le progrès industriel est le levier de la modernité. Nous ferons évidemment tout pour le favoriser.

Les investisseurs sont également prêts à nous accompagner dans la réalisation de nos grands travaux d'infrastructures. Le port de Kribi en est un bon exemple. Le projet d'autoroute Yaoundé-Douala, dont le premier tronçon devrait bientôt être lancé, en est un autre. Le deuxième pont sur le Wouri et les accès est et ouest de Douala, dont les travaux vont suivre, permettront de fluidifier le trafic à travers notre métropole économique. Notre réseau routier sera ou complété, ou réhabilité de telle sorte que toutes nos capitales régionales seront prochainement reliées entre elles par des axes bitumés. Une partie de ces travaux est déjà en cours. On voit l'avantage que cela représentera pour les mouvements des personnes et des biens à l'intérieur de notre pays et avec les pays voisins.

La richesse de notre sous-sol suscite également l'intérêt des sociétés étrangères candidates à sa mise en valeur. La prospection et l'exploitation du pétrole se poursuivent favorablement. Même si pour le moment nos ambitions, dans ce domaine, sont modérées, on ne peut écarter la possibilité de nouvelles découvertes. En revanche, nos gisements de gaz naturel sont prometteurs. Une partie du gaz sera exploitée pour fournir de l'énergie comme à Kribi et pour satisfaire les besoins domestiques de la population ; une autre sera liquéfiée pour l'exportation. Un projet de cette nature est sur le point d'aboutir.

Le secteur minier devrait s'animer dans les prochains mois. La mise en valeur du gisement de cobalt et autres minerais associés de Lomié devrait démarrer dès que le financement sera bouclé. Le projet « fer » de Mbalam est entré dans sa phase terminale avec la récente signature de la convention entre l'Etat et Camlron. L'exploitation de la bauxite de Minim-Martap et de Ngaoundal fait l'objet d'une négociation qui se poursuit normalement. Le projet « diamant » de Mobilong est en phase d'exploitation. Il devra tenir compte des règles du processus de Kimberley auquel nous avons adhéré et qui assure la traçabilité du

diamant du Cameroun. De la même façon, l'exploitation de l'or devra faire l'objet d'une sérieuse remise en ordre.

Deux préoccupations doivent guider notre attitude s'agissant du secteur minier : d'une part, que l'Etat – c'est-à-dire l'intérêt général – y trouve un juste avantage ; d'autre part, que nos minerais donnent lieu, autant que possible, à une première transformation avant l'exportation.

Comme vous le voyez et ainsi que je vous l'avais laissé prévoir, le Cameroun est devenu un « grand chantier ». Et tout permet de penser qu'il continuera de l'être pendant longtemps encore.

Reste l'agriculture, notre principale richesse. Au comice d'Ebolowa, j'ai exposé les grands axes de ce qui devrait être une véritable « révolution agricole ». Je n'ignore pas que le sujet est complexe tant en raison de l'importance de la population concernée que du nombre de problèmes à résoudre. Mais je sais aussi que l'agriculture est l'atout maître pour assurer définitivement notre développement. C'est pourquoi nous devons à tout prix mener notre révolution agricole à bon terme. Il nous faudra pour cela moderniser nos méthodes, mieux former nos agriculteurs, tirer parti du progrès scientifique, trouver des financements innovants, en d'autres termes, passer à l'agriculture de seconde génération. Nous pourrons ainsi non seulement consolider notre autosuffisance alimentaire mais aussi transformer nos matières premières agricoles, exporter nos produits, réduire nos importations de certaines denrées et enfin créer des dizaines de milliers d'emplois.

Créer des emplois, tel est notre souci permanent. L'Etat fait sa part en intégrant de nombreux jeunes dans la fonction publique et les forces de sécurité. La relance de la croissance que nous connaissons a déjà amorcé une certaine reprise de l'emploi. A titre indicatif et selon les statistiques disponibles, pour l'année 2012, l'économie camerounaise a créé près de 160 000 emplois dans le secteur moderne. Il est permis d'espérer qu'avec l'accélération de l'activité économique, le mouvement s'amplifiera. Je n'ignore pas que le problème est particulièrement aigu pour les jeunes, diplômés ou non. C'est pourquoi dans la réforme de notre système éducatif l'accent est mis sur la professionnalisation.

L'une des conditions du retour à la croissance était d'assainir et de consolider nos finances publiques. Nous avons, tout au long de l'année qui s'achève, conformément aux recommandations du FMI, poursuivi nos efforts pour renforcer nos recettes et mieux gérer nos dépenses. Nous continuerons dans cette voie. Sur le plan budgétaire, nous allons

mettre en œuvre, en 2013, le passage d'un budget de moyens à un budget programme, établi sur la base d'objectifs à moyen terme, assortis d'indicateurs mesurables et conformes à notre stratégie de développement. Nous pourrions ainsi mieux mesurer nos performances et corriger éventuellement leur trajectoire.

Sur ce nouveau budget, je ne ferai que quelques remarques qui, je crois, ne sont pas sans importance. Je remarquerai d'abord qu'il est en expansion de 15 %, ce qui traduit notre volonté d'imprimer une nouvelle dynamique à notre économie. J'ajouterai qu'il repose notamment sur une hypothèse de croissance de 6,1 %, ce qui signifie que nous faisons le pari d'une activité économique en net progrès. Je soulignerai enfin que le poste concernant l'investissement public représente près de 30 % de l'enveloppe globale des dépenses.

Au plan social, en 2012, le Gouvernement s'est inscrit dans la continuité. Dans le grand secteur de l'éducation, il a maintenu ses efforts dans la construction d'infrastructures, le recrutement d'enseignants et la professionnalisation. Il reste fidèle à son objectif qui est d'ouvrir le plus largement possible l'accès au savoir à tous les niveaux et d'assurer l'égalité des chances.

Pour ce qui est de la santé, les opérations concernant la mère et l'enfant, la lutte contre les pandémies, les campagnes de vaccination, etc. ont suivi leur cours. De nouvelles infrastructures hospitalières de proximité ont été réalisées et des équipements de pointe ont été mis à la disposition des hôpitaux de référence. Dans le même ordre d'idée, la mise au point d'un système de sécurité sociale accessible au plus grand nombre se poursuit. La proportion des populations couvertes en matière de sécurité sociale devrait passer de 10 % en 2012 à 20 % en 2015. Ces taux ne sont pas satisfaisants. Il conviendrait de les améliorer autant que possible.

Par ailleurs, je n'oublie pas que les progrès dont notre pays peut se prévaloir ont pour finalité essentielle d'améliorer les conditions de vie de nos concitoyens. Or, à cet égard, on doit reconnaître qu'il reste beaucoup à faire. L'accès à l'eau et à l'électricité reste très insuffisant, qu'il s'agisse des villes ou des zones rurales. A court et moyen terme, la situation devrait sensiblement s'améliorer. De grands travaux sont en cours qui, on peut l'espérer, apporteront des solutions à ces problèmes de pénurie. De même, le logement social dans notre pays n'est pas à la hauteur des besoins de la population. Pour pallier ce déficit, nous allons lancer prochainement des programmes pilotes à Yaoundé et dans

d'autres centres urbains, où nos PME auront leur part. S'ils donnent satisfaction, ils pourront être reproduits à l'identique dans nos capitales régionales.

Pour rester dans le domaine social, je voudrais m'adresser à nos retraités qui peinent à toucher leurs pensions. Les délais qui sont parfois constatés peuvent atteindre plusieurs mois, voire davantage, ce qui est inacceptable. Des instructions données pour y remédier portent déjà des effets.

L'attention portée par le Gouvernement à la relance de la croissance n'a pas empêché la politique de reprendre ses droits. Dans notre souci permanent de moderniser notre processus démocratique et de renforcer la transparence et la crédibilité de nos élections, il a été décidé de refondre le fichier électoral et d'introduire la biométrie dans la confection des documents électoraux. Il est impératif que cette opération soit menée à bien dans les délais prévus.

C'est le lieu pour moi d'adresser une invitation pressante aux Camerounais de s'inscrire massivement sur les listes électorales. Afin de faciliter ce processus, j'ai décidé de la gratuité de l'établissement des cartes nationales d'identité à compter du 1^{er} janvier 2013.

L'adoption récente d'un Code électoral unique va aussi dans le sens de la modernisation de notre processus démocratique. Il s'est avéré également nécessaire de mettre en conformité avec la Constitution certaines dispositions concernant le Conseil constitutionnel en vue de la mise en place de cette haute juridiction. Celle-ci interviendra après les élections sénatoriales prévues en 2013.

Camerounaises, Camerounais,

Mes chers compatriotes,

Ainsi, quoi qu'on puisse en dire, nous avançons résolument dans la voie de l'émergence, guidés par nos feuilles de route, comme le navigateur avec sa boussole, attentif aux écueils qui pourraient se trouver sur sa route et profitant des vents favorables pour abréger les étapes. Oui, je l'affirme, la nouvelle dynamique est en route et rien ni personne ne pourra l'arrêter.

Devons-nous pour autant pavoiser ? Certainement pas. Je suis bien conscient en effet que nous devons encore compter avec l'inertie,

l'incompétence, voire la malveillance de certains qui freinent notre redressement. S'y ajoutent la corruption sous diverses formes et la fraude dans la passation des marchés publics. Le récent rapport de la CONAC est particulièrement édifiant à cet égard. Il va de soi que ces atteintes à la fortune publique ne resteront pas impunies. Je compte sur le Ministre chargé des Marchés Publics pour mettre fin à ces abus dans sa sphère de compétence.

Les dérèglements en question sont d'autant plus condamnables qu'une partie appréciable de notre population connaît encore des conditions de vie difficiles. Il est clair que les sommes importantes détournées auraient pu contribuer à l'amélioration de son sort dans les domaines de l'éducation ou de la santé. Combien d'écoles, de centres de santé, d'adductions d'eau aurait-on pu construire avec cet argent détourné !

Ces comportements délictueux, qui sont le fait d'une minorité, nuisent évidemment à l'image de notre pays. Ils nourrissent les critiques de ceux qui, à l'intérieur comme à l'extérieur, ne veulent pas reconnaître les progrès que nous avons accomplis au cours des dernières années. Nous serions, selon eux, « immobiles » et notre stabilité serait, elle-même, sujette à caution. Un tel manque d'objectivité ne peut s'expliquer que par une sorte de myopie politique qui les empêche de voir les choses telles qu'elles sont et par un affaiblissement de la mémoire qui a effacé chez eux le souvenir des épreuves que notre peuple a traversées pour venir à bout de l'injustice des termes de l'échange, des contraintes de l'ajustement structurel et des préjudices provoqués par la récente crise économique et financière.

Eh bien, mes chers compatriotes, montrons à ces censeurs ce que nous sommes capables de faire. Lorsque dans quelques mois, dans quelques années, ils verront notre pays se couvrir de chantiers, de barrages, de centrales, de ports, d'usines, de routes, diront-ils encore que nous sommes immobiles ?

Mais avant de conclure, je voudrais que nous ayons tous une pensée pour nos compatriotes qui ont été touchés il y a quelques mois par de graves inondations. Qu'ils sachent que nous ne les oublions pas et que le Fonds de soutien aux populations victimes de catastrophes naturelles, récemment créé, sera là pour les aider.

D'autre part, je suis heureux d'annoncer que les conditions paraissent pouvoir être réunies dans quelques mois pour célébrer, avec toute la solennité souhaitable, le cinquantenaire de la Réunification.

Camerounaises, Camerounais,

Mes chers compatriotes,

J'ai bien présent à l'esprit les termes du contrat passé entre nous il y a un an. Déjà, les premières réalisations prennent corps. D'autres vont suivre au cours des prochains mois. Profitons de la paix et de la stabilité qui règnent dans notre pays pour entreprendre de grandes choses. J'y suis déterminé et je vous exhorte à m'accompagner dans cet effort. Bien sûr, nous rencontrerons des obstacles. Mais avec le soutien de vous tous, et des jeunes en particulier, je suis certain que nous les renverserons.

Nous sommes un grand peuple, une grande Nation. C'est l'occasion ou jamais de le montrer.

Permettez-moi maintenant de vous présenter, à toutes et à tous, mes vœux les plus sincères de santé et de bonheur pour la Nouvelle Année.

Bonne et heureuse Année 2013 !

Vive le Cameroun !